



Déclaration CSA 6 décembre 2023

Le chantier sur l'attractivité s'est mis en place et représente un véritable enjeu pour notre ministère. Plusieurs GT sur des sujets majeurs se tiennent à un rythme effréné puisque les premières annonces sont prévues, sauf erreur de notre part, pour janvier. C'est très rapide d'autant plus que les aspects qui sont traités méritent de la réflexion, de la discussion, du débat...

Le rythme sur la mission des exigences des savoirs a été tout aussi soutenu pour, là encore, des enjeux importants pour un projet d'Ecole comme la discussion sur les cycles, le redoublement, les groupes de niveau, les manuels scolaires etc... Concernant les premières annonces que l'on peut trouver dans le dossier de presse « Le choc des savoirs », les thèmes et options choisis nous semblent quand même problématiques, s'agissant des groupes de niveaux au collège par exemple. On nous parle même de groupes de niveau flexibles. Pour la CGT Educ'action, la mise en place de groupes de niveau ne sera pas une piste appropriée. En effet, des études ont démontré à quel point ces groupes de niveaux s'avéraient contreproductifs en plus d'être stigmatisants pour les élèves en difficultés. Quant à la labélisation des manuels scolaires, on peut y voir une entaille sévère à la liberté pédagogique des enseignant.es même si, à priori, ils ou elles seraient associé.es à cette labélisation.

Venons-en à la voie pro. Ce qui est surprenant là encore c'est le rythme emprunté pour mettre en place une réforme qui concernera un tiers des lycéen.nes, ce qui n'est pas rien quand même. Plus les semaines passent, plus les annonces de la ministre Carole Granjean sont toujours synonymes d'une diminution des heures d'enseignement au profit des périodes en entreprises.

Durant la multilatérale en visio du vendredi 24 novembre, nous n'avons pas pu, malheureusement, dissiper nos craintes sur la classe de terminale bac pro. Les élèves seront soumis à un calendrier démentiel avec des épreuves anticipées à la mi-mai. Quant au parcours diversifié, la CGT s'est toujours montré très réticente. Les 6 semaines de ce parcours diversifié se font, soit par des PFMP gratifiées, soit par de la préparation à l'enseignement supérieur. Ce choix en est-il vraiment un ? Les élèves issu.es de milieu défavorisé seront peut-être enclins

à choisir les PFMP pour la gratification et ce, même s'ils ou elles ont l'intention de poursuivre dans l'enseignement supérieur

Par ailleurs, concernant les 6 semaines de préparation à l'enseignement supérieur, nous n'avons aucune lettre de cadrage.

Lors de la CSL, devant le peu de réponse que les OS ont pu avoir à des questions pourtant essentielles sur les grilles horaires notamment, l'intersyndicale n'a pu que quitter la séance et demander à être reçue en intersyndicale.

Rien ne va dans cette réforme. Ni le fond bien évidemment, ni la forme qui se fait dans un manque de dialogue social avec une impression de passage en force malgré nos alertes.

C'est pourquoi, la CGT Educ'action avec d'autres OS ont décidé d'appeler à une journée de mobilisation le 12 décembre.

Enfin, une enquête permettant d'élaborer un baromètre du bien être des personnels de l'Éducation sur 2022 est sortie. Elle a été élaborée par le centre de recherche éco et ses applications. L'appréciation générale n'est pas très bonne notamment sur des domaines qui sont loin d'être anodins comme la rémunération, les perspectives de carrière et la valorisation du métier. Dans le café pédagogique de la semaine dernière, l'entretien avec l'un des chercheurs à l'origine de l'enquête était très intéressante. À diplôme égal les personnels enseignants se disent moins satisfaits de leur métier que la moyenne des français. Le baromètre présenté lors du GT carrière avait attiré notre attention s'agissant surtout d'une baisse de la satisfaction en milieu de carrière.

Dans le même article, le chercheur met aussi en avant la notion de « travail empêché ». Cela fait un moment que nous alertons sur le mal être des personnels, souvent les plus investis d'ailleurs, sur le sentiment de faire mal leur travail : en cause une succession de tâches périphériques qui ne cessent d'augmenter. Il apparait aussi, pour les personnels les plus anciens, une forte dégradation des conditions de travail par rapport au moment où ils sont entrés dans le métier.

Si la question des conditions de travail fait partie, pour le ministère de l'attractivité et que des GT se sont mis en place, il est urgent que le ministère prennent cette question à bras le corps et y apporte des réponses concrètes pour ne pas voir augmenter, démissions ou congé longues maladies dues à des burn out.

Nous avons, à l'ordre du jour de ce CSA, un point d'information sur le plan national d'action pour l'égalité professionnelle. Il y a 10 jours, le 25 novembre, était organisée la journée de mobilisation contre les violences faites aux femmes qui a réuni des milliers de femmes et d'hommes sur le territoire. La cause que défendent ces manifestant.es est une cause juste. Quelques chiffres : 98 féminicides au mois de novembre, chiffre encore très élevé, trop élevé.

Plus de 80 000 femmes ont été victimes en 2022 de violence sexuelle dont 38 000 de viol ou tentative de viol. Le gouvernement, au-delà des mots, doit désormais agir et agir signifie mettre un budget conséquent. C'est ce qu'ont fait l'Espagne et la Belgique qui ont vu les violences faites aux femmes diminuer drastiquement.

Concernant les violences sexuelles au travail, là encore la lutte contre ce fléau reste encore trop timide.

Toutes les couches de la population sont touchées et notre secteur n'est pas épargné. La responsabilité de l'employeur est primordiale. Le ministère a mis en place, via la partie V du plan égalité, des dispositifs que nous avons soutenus ou comme plus récemment la mise en place des cellules d'écoute. IL y a encore du chemin à parcourir pour qu'au moins ces dispositifs se mettent en place dans toutes les académies avec la même prise en compte, un budget alloué spécifique et des personnels formés. Tout ce qui va dans le bon sens aura l'assentiment de la CGT pour qui la lutte des violences à l'encontre des femmes est un combat au quotidien.

Question/remarque :

Nous vous avons alerté sur des collègues qui reçoivent menaces et pression de la part de l'association Parents vigilants. Un courrier intersyndical a été envoyé. Il faut une réponse ferme de la part du ministère. Les collègues doivent se sentir soutenus et protégés.

Nous avons été interpellés par des collègues du 1^{er} degré qui sont affectés dans les services de la DSDEN et qui ne bénéficient pas de l'ISAE, ISAE qui a été revalorisée ; il faudrait un état des lieux des enseignant.es du 1^{er} degré qui ne touchent pas l'ISAE et voir quel autre ou quelles indemnités leur sont versées et si ces indemnités ont bien été revalorisées à la hauteur de l'ISAE. Il ne faudrait pas qu'il y ait des trous dans la raquette, auquel cas il faudrait trouver une solution.

Nous vous avons alerté, il y a une dizaine de jours, sur le nombre incessant d'alertes à la bombe en Mayenne et particulièrement à Laval. C'est presque quotidien et les personnels et les élèves n'en peuvent plus avec des élèves qui décrochent, personnels au bord de la crise de nerf et parents perdus.

Le calendrier des mutations pour les personnels ATSS n'est toujours pas paru et le serveur ouvre aujourd'hui. Ces personnels ont droit à l'information